

RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL ! TOU(TE)S ENSEMBLE, ON VA GAGNER !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

7 AVRIL 2015

Jeudi dernier, le 31 mars, des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants, de travailleurs avec ou sans emploi, ont manifesté à Paris et dans toutes les villes du pays. Ils se sont mobilisés, plus nombreux que le 9 mars, malgré le silence médiatique, voire la désinformation orchestrée par les télés et les radios.

Il y était surtout question, en effet, d'« incidents avec des casseurs » et non des violences policières inacceptables qui, en plusieurs endroits, ont tenté d'intimider les manifestants, en particulier les jeunes. Rien de cela, ni non plus la pluie et le vent, n'ont découragé toutEs celles et ceux qui voulaient crier haut et fort qu'ils/elles resteraient mobiliséEs jusqu'au retrait de la loi Travail.

JEUNESSE RÉVOLTÉE, SALARIÉ-E-S EN COLÈRE !

Le gouvernement espérait que la mobilisation serait moins importante.

De nombreux établissements scolaires à Paris avaient été fermés pour tenter de décourager les lycéen-ne-s de manifester. Et surtout, il avait lâché sa police lors des précédentes manifestations, multipliant gazages, matraquages et arrestations. Cette même police était de nouveau à l'action ce 31 mars multipliant les provocations.

Le nombre de salarié(e)s du privé et du public a également doublé par rapport au 9 mars. Les manifestants, dans les cortèges syndicaux CGT, FO, Solidaires ou FSU –et il y avait même des sections ou des militants de la CFDT ou de la CFTC qui refusent l'accord de leur direction avec Hollande et Valls– ont crié tout autant les slogans contre la loi Travail que ceux dénonçant l'entière responsabilité d'une politique gouvernementale au service du patronat. Et il y a eu beaucoup de discussions sur les suites à donner à cette journée.

Dans la soirée de jeudi, vendredi, samedi, plusieurs centaines de personnes, ont répondu à l'appel « Nuit debout » et ont occupé, à Paris, la Place de la République, pour y tenir des assemblées et des débats



**Ni amendable
Ni négociable**



**RETRAIT
du projet de
loi El Khomri !**

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - WWW.NPA2009.ORG

STOPPONS LE GOUVERNEMENT PS-MEDEF

Le gouvernement qui a ordonné, dans toutes les villes, une énorme présence policière, avec provocations, gazages, matraquages contre les jeunes et les travailleurs, est plein d'égards par contre pour les plus riches et le patronat.

Le lendemain des manifestations, le 1er avril, entrait en vigueur une nouvelle baisse des cotisations d'allocations familiales qui porte à 33 milliards d'euros sur 2016 les cadeaux aux entreprises qui devraient atteindre 41 milliards d'euros annuels en 2017, dont 19 milliards d'euros pour le seul crédit d'impôt compétitivité emploi. De l'argent distribué soit disant pour inciter le patronat à créer des emplois mais qui ne fait que gonfler, en réalité, les profits et les dividendes des actionnaires.

Tout le monde en est conscient, comme le montrent la cote de popularité de Hollande, qui est tombée à 15% et celle de Valls à 27%. Ce gouvernement est d'autant plus arrogant à l'égard de la population qu'il est servile à l'égard du Medef.

Après le 9 et le 31 mars, le 5 avril, c'est le samedi 9 avril que les organisations de jeunesse et intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation.

Utilisons cette occasion pour mener la bataille d'opinion, populariser et amplifier le mouvement. Nous pouvons convaincre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement par la grève, par le blocage de l'économie.

Le gouvernement a été contraint d'abandonner son projet démagogique et xénophobe de la déchéance de la nationalité.

IMPOSONS LUI LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL !

Ce sera un premier pas pour inverser le rapport de forces et stopper la régression sociale et démocratique.

**Manifestation
Samedi 9 avril 11h00
Palais des Congrès du Mans**

PSA ET RENAULT : LES DEUX CARLOS À LA FÊTE

Carlos Tavares, PDG de PSA depuis moins de deux ans, va toucher 5,24 millions d'euros pour l'année 2015, le double de ce qu'il avait touché l'année dernière. Il gagne donc 14 500 euros par jour samedi et dimanche compris.

Certains parlent de salaire pour Tavares. Ce qu'il touche n'a rien à voir avec un salaire : son pognon est pris sur les profits de PSA qui ont été obtenus par le seul travail des ouvriers et de tous les autres « vrais » salariés. Eux n'ont obtenu que 8 euros nets par mois. En gros et en détail, c'est le vol de notre travail. Ce que vient de toucher Tavares indigne. C'est la règle dans leur monde de grands patrons. Carlos Tavares, PDG de PSA, est encore loin derrière Carlos Ghosn le patron multicartes de Renault et Nissan aux 10 millions d'euros par an !

Gattaz, président du MEDEF a déclaré sans langue de bois : "Il faut savoir récompenser la réussite. Il faut saluer et féliciter Carlos Tavares". Il prouve bien que la société est toujours divisée en classes, ceux et celles qui travaillent, et ceux qui réussissent en exploitant les autres.

NUCLÉAIRE, NON MERCI !

Ségolène Royal se déclare « prête à donner son feu vert au prolongement de 10 ans de la durée des centrales nucléaires françaises ». Leur durée de vie initialement prévue était de 30 ans ; elle a déjà été prolongée à 40 ans ; elle passerait ainsi à 50 ans.

Quand la ministre ajoute que ces centrales « sont déjà amorties, donc produiront une électricité meilleur marché », elle ment délibérément. La cour des comptes chiffre d'ores et déjà à 100 milliards d'euro le coût des travaux de maintenance et de remise à niveau. Sans compter le coût du démantèlement des centrales en fin de vie et l'insoluble problème des déchets : chercher à faire croire que le nucléaire est une énergie bon marché est une escroquerie.

Mais le pire est le danger encouru par les populations en cas d'accident et par les salariés, en particulier sous-traitants, lors de leurs interventions. Dangers démultipliés avec le vieillissement des réacteurs.

LES INTERMITTENTS DANS LA LUTTE !

Les intermittents sont mobilisés contre la loi travail et la réforme de l'assurance chômage en cours. Le cadrage imposé par le MEDEF, validé par la CFDT et le CFTC prévoit 400 millions d'économie d'ici à 2020, soit ¼ du budget du régime intermittent. La précarité n'est pas un métier ! Assez de ce gouvernement au service du patronat !

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

Laisse traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu

PARADIS FISCAUX ET FRAUDE FISCALE : AU CŒUR DU CAPITALISME

Face à l'affaire des « Panama Papers », politiciens et médias aux ordres font mine de s'offusquer. Cela fait pourtant des années que des ONG et d'autres dénoncent le scandale des paradis fiscaux. La fraude à l'impôt pratiquée par des entreprises au profit de leurs actionnaires, par des chefs d'Etat ou des particuliers fortunés emplit leurs poches de milliards, alors qu'on impose austérité et sacrifices aux populations.

En France, en 2013, le syndicat Solidaires Finances Publiques évaluait le manque à gagner entre 60 et 80 milliards : plus que le budget de l'Education Nationale. Une fraude inhérente à la logique capitaliste : son moteur est le profit, son carburant l'exploitation des salariés. On veut nous faire croire que les richesses ainsi accumulées sont nécessaires à l'investissement et à l'emploi. La fraude, l'évasion, l'optimisation fiscale nous montrent bien le contraire. Face à l'indignation légitime, on va nous refaire le coup des « brebis galeuses ». Mais c'est du système lui-même qu'il faut se débarrasser.

« PANAMA PAPERS » : LE FRONT NATIONAL ÉCLABOUSSÉ

Parmi les personnalités mises en cause, le journal Le Monde cite Jean-Marie Le Pen et deux proches de Marine Le Pen : Frédéric Chatillon, et Nicolas Crochet. Le Pen père pour la société off-shore créée à l'aide de son majordome, en vue de dissimuler une partie de sa fortune. Les seconds pour un montage ultrasophistiqué de dissimulation d'avoirs financiers en Asie et dans les Caraïbes. Pour un parti habitué à dénoncer tous les autres comme des « pourris », avec le slogan « *mains propres et tête haute* », cela fait plutôt tache. Alors les dirigeants du Front National dégagent en touche. Philippot rappelle que JM Le Pen a été exclu du FN en 2015. De son côté Nicolas Bay, secrétaire national du FN, considère que le scandale « *concerne la société Riwal* », propriété de Frédéric Chatillon, un simple sous-traitant du parti pour sa communication au moment des élections. Le FN en tant que tel ne serait donc « *pas du tout mis en cause dans cette affaire* ». Une ligne de défense qui semble prendre les gens pour des imbéciles.

LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA

Tracts, infos, tout y est !

WWW.NPA-AUTO-CRITIQUE.ORG

